

République du Bénin

**QUATRIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES
A LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS-UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

BUENOS - AIRES, 2 - 13 Novembre 1998

Débat de la réunion Ministérielle

**Allocution de son Excellence Monsieur Adékpédjou S. AKINDES
Ministre de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme**

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs le Ministres et les Chefs de délégations,
Honorables Délégués,
Mesdames et Messieurs,

C' est pour moi un réel plaisir de m'adresser à notre Assemblée à l'occasion des présentes assises de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques.

Je voudrais au prime abord remercier, au nom des Autorités Béninoises, le gouvernement de l'Argentine ainsi que les autorités locales de Buenos Aires pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui ont été réservés à ma délégation.

Madame la Présidente, permettez-moi de vous adresser , à l'instar des éminents Orateurs qui m'ont précédé mes vives et chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la tête de la Conférence et pour la manière très efficace avec laquelle vous conduisez les débats de cette quatrième session de la Conférence des Parties et de rendre un hommage mérité à Monsieur IROSHI Ohki, Président sortant, à Monsieur Zammit Cutajar, Secrétaire Exécutif de la Convention ainsi qu'aux Présidents des Organes subsidiaires pour les efforts louables et inlassables consentis pour conduire à bon port les tâches assignées par la Conférence.

Mesdames et Messieurs, Honorables Délégués,

Les activités menées au BENIN au titre de la Convention sur les Changements Climatiques s'inscrivent principalement dans le cadre du Programme CC: TRAIN. Grâce à l'appui de ce programme, mon pays avait procédé au mois d'avril 1997 au lancement du processus d'élaboration de sa première Communication nationale. Actuellement, un Inventaire préliminaire des émissions des gaz à effet de serre a été réalisé. En outre , suite à un atelier régional de formation sur la Vulnérabilité et l'Adaptation aux Changements Climatiques, tenu à COTONOU au mois de Septembre 1998, l'équipe nationale chargée de la mise en oeuvre du programme devra entamer incessamment des études de cas pour certains secteurs prioritaires comme les Ressources en Eau et l'Agriculture.

Tout en renouvelant la gratitude de mon gouvernement à tous les partenaires qui ont assisté techniquement et financièrement le BENIN, je voudrais souligner que des ressources financières additionnelles seraient nécessaires pour appuyer les autres volets du programme. Ainsi, le BENIN pourra respecter son engagement à présenter sa communication initiale au plus tard à la fin de l'année 1999.

Mesdames et Messieurs,

Cela fait environ un an déjà que le Protocole de KYOTO a été conclu. A travers cet instrument qui incarne en fait un premier pas historique vers une réduction effective des émissions de gaz à effet de serre, la Communauté internationale a posé un acte fondamental qui s'inscrit dans la stratégie d'atténuation des changements climatiques, quoique le taux de réduction adopté reste, selon les scientifiques, d'un niveau très insuffisant pour inverser la tendance à l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Cependant, l'adoption du Protocole de KYOTO ne devrait pas ralentir la mise en oeuvre de la Convention. En d'autres termes, nous devrions normalement continuer à remplir les engagements contractés au titre de la Convention, tout en nous préparant à la future application du Protocole qui, du reste, renferme un certain nombre de questions plus ou moins complexes ou de concepts qu'il conviendra d'élucider.

Dans cette optique, tout en appuyant la position du Groupe des 77 et de la Chine et celle du Groupe Africain sur les différentes questions soulevées au cours des présentes assises, ma délégation voudrait particulièrement insister sur:

- La mise en oeuvre des articles 4.8 et 4.9 de la Convention, à travers des actions concrètes en matière de transfert de technologie, de stratégies d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement des capacités.

- Le respect des engagements des Pays Développés concernant la fourniture de ressources financières et le transfert de technologies aux pays en développement.

- Le fonctionnement et la gouvernance du Mécanisme pour le Développement propre contenu dans le Protocole de Kyoto, conformément aux résolutions adoptées par la Conférence Ministerielle Africaine sur l'Environnement tenue à NAIROBI du 19 au 23 Octobre 1998.

Enfin, en me félicitant des progrès notables accomplis lors des travaux des présentes assises, je voudrais lancer un appel pour la recherche de consensus sur les différentes questions en suspens. Je reste convaincu que grâce à l'esprit de flexibilité et à notre volonté politique commune, nous y parviendrons.

Je vous remercie.